

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 mars 2013

AVIS DE SUBSIDIARITÉ

**Proposition de règlement du Conseil
relatif à l'exercice du droit de mener
des actions collectives dans le contexte
de la liberté d'établissement
et de la libre prestation des services
(COM (2012) 130)**

RÉPONSE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Documents précédents:

Doc 53 **2221/ (2011/2012):**

001: Rapport.

002: Réponse de la Commission européenne.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 maart 2013

SUBSIDIARITEITSADVIES

**Voorstel voor een verordening van de Raad
betreffende de uitoefening van het recht
om collectieve actie te voeren in de context
van de vrijheid van vestiging
en de vrijheid van dienstverrichting
(COM (2012) 130)**

ANTWOORD VAN DE EUROPESE COMMISSIE

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2221/ (2011/2012):**

001: Verslag.

002: Antwoord van de Europese Commissie.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél. : 02/ 549 81 60		Tel. : 02/ 549 81 60	
Fax : 02/549 82 74		Fax : 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail : publications@lachambre.be		e-mail : publicaties@dekamer.be	



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14/03/2013
Ares(2013) 338244

Monsieur le Président,

La Commission tient à vous remercier pour l'avis motivé que vous avez rendu sur sa proposition de règlement relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services [COM (2012) 130 final].

En mai 2012, à la suite des avis motivés adoptés par 12 parlements nationaux et représentant un total de 19 votes, le mécanisme du «carton jaune» a été déclenché, conformément au protocole n° 2 du TFUE, par rapport à la proposition susmentionnée de la Commission. La Commission a examiné avec attention les arguments avancés par les parlements nationaux dans leurs avis motivés et a pris acte du fait que les craintes exprimées concernaient plus particulièrement la valeur ajoutée de la proposition de règlement, la base juridique retenue, la compétence de l'UE pour légiférer dans ce domaine, les implications du principe général énoncé à l'article 2 et les références au principe de proportionnalité figurant à l'article 3, paragraphe 4, et au considérant 13 de la proposition de règlement, ainsi que l'égalité d'accès aux mécanismes de règlement des conflits et le mécanisme d'alerte. À l'issue de cet examen, la Commission n'a constaté aucune violation du principe de subsidiarité.

La Commission a par ailleurs pris bonne note de l'état d'avancement des discussions sur la proposition de règlement et des avis exprimés par les principales parties prenantes, notamment par le Parlement européen et le Conseil. Dans ces circonstances, la Commission a conclu que la proposition était peu susceptible de recueillir le soutien nécessaire et a, après avoir informé les parlements nationaux et le législateur de l'UE de son intention, retiré sa proposition le 26 septembre.

La proposition de la Commission visait à définir plus clairement les principes généraux et les règles applicables au niveau de l'UE en ce qui concerne l'exercice du droit fondamental de mener des actions collectives dans le contexte de la libre prestation des services et de la liberté d'établissement, y compris la nécessité de concilier pratiquement ces droits et libertés dans les situations transfrontières. La Commission estime que cet objectif ne saurait être réalisé par les États membres agissant seuls et qu'il nécessite d'agir au niveau de l'Union européenne.

M. André FLAHAUT
Président de la
Chambre des représentants
Place de la Nation 2
B – 1008 BRUXELLES

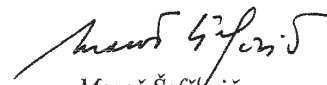
Compte tenu de l'absence de disposition explicite dans le traité, la proposition de règlement se fondait sur l'article 352 du TFUE. Il est exact que l'article 153, paragraphe 5, du TFUE exclut le droit de grève des domaines qui peuvent être réglementés dans l'ensemble de l'UE par la voie de directives imposant des normes minimales. Toutefois, la jurisprudence montre clairement que le fait que l'article 153 ne s'applique pas au droit de grève ne signifie pas, en tant que tel, que l'action collective est exclue du champ d'application du droit de l'UE.

La Commission considère que le règlement aurait été l'instrument juridique le plus approprié pour définir plus précisément les principes généraux et les règles applicables au niveau de l'UE en vue de concilier l'exercice des droits fondamentaux et les libertés économiques dans les situations transfrontières. Directement applicable, le règlement proposé aurait réduit la complexité réglementaire et apporté une plus grande sécurité juridique à ceux qui y sont assujettis dans toute l'Union, grâce à une clarification des règles applicables.

En outre, le règlement proposé aurait permis de reconnaître le rôle que jouent les juridictions nationales lorsqu'elles établissent les faits et vérifient si les actions engagées poursuivent des objectifs qui constituent un intérêt légitime, sont propres à garantir la réalisation de ces objectifs et n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour les atteindre. Il aurait également reconnu l'importance des législations et des procédures nationales en vigueur en matière d'exercice du droit de grève, y compris les institutions de règlement extrajudiciaire des conflits, qui n'auraient pas été modifiées ni lésées par la proposition. En effet, la proposition n'aurait pas créé d'obligation de mettre en place un mécanisme de règlement amiable des conflits du travail au niveau national qui viserait à instaurer une forme de contrôle préjudiciel des actions syndicales (comme il était suggéré dans le rapport Monti de 2010). Elle se bornait à définir le rôle des mécanismes de règlement amiable existant dans plusieurs États membres.

La Commission espère que ces explications seront de nature à éclaircir sa position et se réjouit à la perspective de poursuivre le dialogue avec votre Chambre des représentants, sur cette question comme sur d'autres.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.


Maroš Šefčovič
Vice-président



EUROPESE COMMISSIE

Brussel, 14/03/2013
Ares(2013) 338244

Geachte voorzitter,

De Commissie dankt u voor het gemotiveerde advies over het voorstel van de Commissie voor een verordening betreffende de uitoefening van het recht om collectieve actie te voeren in de context van de vrijheid van vestiging en de vrijheid van dienstverrichting (COM(2012) 130 final).

In mei 2012 is naar aanleiding van de gemotiveerde adviezen van 12 nationale parlementen die samen 19 stemmen vertegenwoordigden, overeenkomstig Protocol nr. 2 bij het VWEU het mechanisme van de "gele kaart" in werking getreden voor het hierboven genoemde voorstel van de Commissie. De Commissie heeft de argumenten die de nationale parlementen in hun gemotiveerde adviezen hebben aangevoerd, zorgvuldig bestudeerd en vastgesteld dat de bezwaren met name betrekking hebben op de toegevoegde waarde van de voorgestelde verordening, de keuze van de rechtsgrondslag, de bevoegdheid van de EU om wetgeving op dit gebied vast te stellen, de consequenties van het in artikel 2 geformuleerde algemene beginsel, de verwijzing naar het evenredigheidsbeginsel in artikel 3, lid 4, en in overweging 13, de gelijke toegang tot geschillenbeslechtsregelingen en het waarschuwingsmechanisme. De Commissie heeft op basis hiervan niet geconstateerd dat het subsidiariteitsbeginsel is geschonden.

Tegelijkertijd heeft de Commissie nota genomen van de geformuleerde standpunten en van de stand van de discussie over de voorgestelde verordening tussen de betrokken partijen, met name het Europees Parlement en de Raad. Uiteindelijk heeft de Commissie geconcludeerd dat het voorstel waarschijnlijk niet voldoende steun zou krijgen en heeft zij haar voorstel op 26 september ingetrokken, nadat zij de nationale parlementen en de EU-wetgever had ingelicht over haar voornemen daartoe.

Het Commissievoorstel moest verduidelijking brengen over de algemene beginselen en toepasselijke voorschriften op EU-niveau met betrekking tot de uitoefening van het grondrecht om collectieve actie te voeren in de context van de vrijheid van dienstverrichting en de vrijheid van vestiging; het moest onder meer verduidelijken dat dat recht en die vrijheden in de praktijk in grensoverschrijdende situaties met elkaar in overeenstemming moeten worden gebracht. De Commissie is ervan overtuigd dat dit niet door de afzonderlijke lidstaten kan worden bereikt en dat er maatregelen op het niveau van de Europese Unie nodig zijn.

*De heer André FLAHAUT
Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers
Natieplein 2
B – 1008 BRUSSEL*

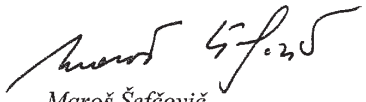
Omdat hierover geen expliciete bepalingen in het Verdrag zijn opgenomen, was de voorgestelde verordening gebaseerd op artikel 352 VWEU. Het is waar dat artikel 153, lid 5, VWEU het stakingsrecht uit van de kwesties die in de EU kunnen worden geregeld bij wijze van in richtlijnen opgenomen minimumnormen. Uitspraken van het Hof hebben evenwel duidelijk gemaakt dat het feit dat artikel 153 niet op het stakingsrecht van toepassing is, niet noodzakelijkerwijs wil zeggen dat collectieve actie buiten de werkingssfeer van het EU-recht valt.

De Commissie is van mening dat een verordening het meest geschikte rechtsinstrument zou zijn geweest voor de verduidelijking van de algemene beginselen en toepasselijke voorschriften op EU-niveau, met het doel om in grensoverschrijdende situaties de uitoefening van de grondrechten en de economische vrijheden met elkaar in overeenstemming te brengen. Aangezien een verordening rechtstreeks toepasselijk is, zou de regelgeving minder complex zijn en meer rechtszekerheid bieden voor degenen op wie de wetgeving in de Unie van toepassing is: het zou immers duidelijk zijn welke voorschriften er van toepassing zijn.

Bovendien zou in de voorgestelde verordening zijn erkend dat het de taak van de nationale rechter is om de feiten vast te stellen en te beoordelen of met bepaalde acties doelen worden nagestreefd die een legitiem belang vormen, of die doelen met die acties kunnen worden bereikt en of de acties niet verder gaan dan nodig is om die doelen te bereiken. In de verordening zou eveneens het belang zijn erkend van de bestaande nationale wettelijke regelingen en procedures voor de uitoefening van het stakingsrecht, zoals bestaande instanties voor alternatieve geschillenbeslechting, die niet zouden zijn gewijzigd of waaraan niet zou zijn geraakt. De verordening zou geen verplichting hebben ingehouden om een mechanisme voor de informele beslechting van arbeidsgeschillen in te voeren op nationaal niveau, wat tot een soort precontentieuze toetsing van vakbondsacties zou kunnen leiden (zoals is voorgesteld in het rapport Monti van 2010); er zou enkel zijn gewezen op de rol van de regelingen voor alternatieve informele geschillenbeslechting die in een aantal lidstaten bestaan.

De Commissie hoopt dat deze toelichting het standpunt van de Commissie verduidelijkt en kijkt uit naar de verdere dialoog met de Kamer van volksvertegenwoordigers over deze en andere kwesties.

Hoogachtend,


Maroš Šefčovič
Vicevoorzitter